

## CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2003

### *SIGNES DE REPRISE*

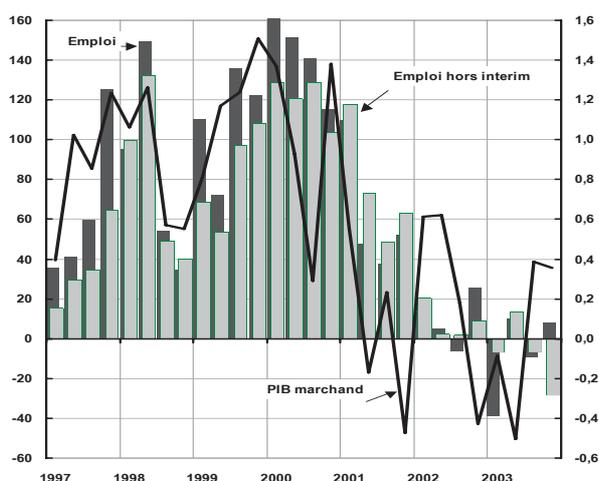
.....  
 • La reprise économique s'est confirmée  
 • au quatrième trimestre, le PIB progres-  
 • sant de +0,4 %. L'emploi (+21 000)  
 • renoue avec la croissance au cours du  
 • trimestre, après s'être contracté depuis  
 • le début de 2003. Cette hausse de l'em-  
 • ploi provient d'une activité exception-  
 • nellement élevée dans l'intérim  
 • (+ 37 000). Hors intérim, l'emploi salarié  
 • marchand diminue à un rythme compa-  
 • rable à celui des trimestres précédents  
 • (- 15 000). La baisse des entrées dans les  
 • dispositifs d'aide à l'emploi non-  
 • marchand, continue de peser sur l'em-  
 • ploi (- 17 000). Le taux de chômage se  
 • stabilise à 9,7 %. Les évolutions de l'em-  
 • ploi et du chômage restent similaires à  
 • celles de nos principaux partenaires  
 • européens.  
 .....

#### **La production en hausse de 0,4 %**

En France, la dynamique économique de l'année 2003 s'éclaire progressivement : le produit intérieur brut (PIB) s'est contracté au premier semestre (-0,3 % par rapport au deuxième semestre 2002), puis une reprise s'est progressivement dessinée à partir de l'été. La croissance annuelle atteint +0,2 %, tandis qu'au cours des deux derniers trimestres de 2003 le PIB progresse de +0,4 % en rythme trimestriel (graphique 1). La demande des ménages, tant en termes de consommation que d'investissement logement, a bien résisté au ralentissement, même si elle a perdu en vigueur avec l'accentuation des difficultés économiques. Après un fort recul en 2002, les investissements des

Graphique 1  
Emploi concurrentiel et PIB marchand

Variation trimestrielle en milliers  $t / (t-4)$  en %

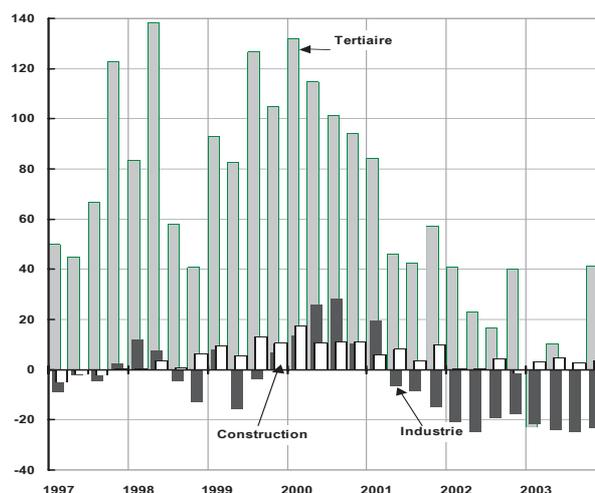


Emploi sur l'échelle de gauche et PIB sur l'échelle de droite

Sources : Dares, Insee, Unédic.

Graphique 2  
Emploi salarié des secteurs concurrentiels

Variation trimestrielle en milliers



L'intérim est inclus dans les services et non pas ventilé dans les secteurs utilisateurs

Sources : Dares, Insee, Unédic.

entreprises se sont stabilisés en 2003.

Sur l'ensemble de l'année 2003, la croissance économique a été comparable à celle de nos principaux partenaires européens. Cela résulte pour partie des tensions internationales qui ont accompagné la guerre d'Irak, mais également des contraintes spécifiques du pacte de stabilité, qui s'imposent aux politiques économiques européennes. Toutefois, si dans la première moitié de l'année le ralentissement a été plus prononcé en France, le rebond du second semestre y a aussi été plus vigoureux. Hors de la zone euro, la croissance a été plus vive, en particulier aux États-Unis, grâce au soutien de politiques monétaire et budgétaire fortement expansives.

### L'emploi renoue avec la croissance grâce à l'intérim

Sur l'ensemble de l'année 2003, l'emploi total baisse de -61 000, après une hausse de +110 000 en 2002. Cette dégradation a deux origines : d'une part, la baisse de l'emploi marchand (-52 000 en 2003, contre +34 000 en 2002), en lien avec la conjoncture écono-

mique ; d'autre part, la diminution du nombre de bénéficiaires d'emplois non-marchands aidés (-98 000 en 2003, après une baisse de -9 000 en 2002). La contribution des autres emplois reste globalement identique (+89 000, au lieu de +84 000) (tableau 1).

Au dernier trimestre 2003, l'emploi total renoue avec la croissance (+26 000), après trois trimestres de baisse. Ce regain de fin d'année provient essentiellement de l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles +22 000 emplois, alors que -73 000 emplois avaient été perdus au cours des trois précédents trimestres.

Cette hausse résulte du dynamisme de l'intérim : +37 000 à la fin du dernier trimestre 2003 (graphique 3). Même si sur l'année la contribution de l'intérim à la variation de l'emploi est neutre (-1 000), les variations trimestrielles de l'emploi intérimaire ont été très amples en 2003. Déjà, à la fin de l'année 2002, les embauches d'intérimaires avaient été particulièrement nombreuses en toute fin d'année. Mais en 2003, elles ont lieu sur les trois derniers mois de l'année, alors

qu'en 2002 elles étaient surtout concentrées en décembre [1]. Cette hausse n'est cependant pas visible si l'on raisonne en emplois équivalents-temps plein qui sont, eux, mesuré sur l'ensemble du trimestre [3].

Hors intérim, la décreue de l'emploi salarié marchand se poursuit : -15 000 au quatrième trimestre, après -20 000 au troisième. Les secteurs tertiaires hors intérim créent seulement +3 000 emplois au cours du trimestre, et +28 000 emplois sur l'année, au lieu de +116 000 en 2002. L'industrie continue de détruire des emplois de manière importante : -23 000 au dernier trimestre, rythme comparable à celui des deux dernières années. En un an, l'industrie a détruit -94 000 emplois (-2,3 % en glissement annuel), après en avoir supprimé -91 000 en 2002 (graphique 2).

La construction est restée très dynamique, pratiquement insensible au ralentissement conjoncturel : +15 000 emplois sont créés dans ce secteur en 2003, dont +4 000 en fin d'année, soit près de quatre fois plus que l'année précédente.

Tableau 1  
De l'emploi salarié des secteurs concurrentiels à l'emploi total

Milliers / cvs	2003		2002				2003				2002	2003
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance	T/(T-4)	
	Niveau					Variations trimestrielles					%	
<b>Secteurs concurrentiels (1)</b>	<b>15 420</b>	<b>13</b>	<b>-1</b>	<b>2</b>	<b>21</b>	<b>-42</b>	<b>-9</b>	<b>-23</b>	<b>22</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,3</b>	
Dont Industrie	3 969	-29	-25	-19	-18	-22	-24	-25	-23	-2,2	-2,3	
Construction	1 283	1	1	4	-2	3	5	3	4	0,3	1,1	
Tertiaire	10 168	41	23	17	40	-23	10	0	41	1,2	0,3	
dont intérim	588	-7	3	-8	17	-32	-3	-3	+37	0,7	-0,1	
<b>Non-marchand aidé (2)</b>	<b>390</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>-3</b>	<b>-17</b>	<b>-25</b>	<b>-23</b>	<b>-33</b>	<b>-17</b>	<b>-1,8</b>	<b>-20,0</b>	
<b>Autres (3)</b>	<b>8 791</b>	<b>15</b>	<b>21</b>	<b>23</b>	<b>25</b>	<b>24</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	
<b>Emploi total</b>	<b>24 601</b>	<b>31</b>	<b>28</b>	<b>22</b>	<b>29</b>	<b>-43</b>	<b>-10</b>	<b>-34</b>	<b>26</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,3</b>	

(1) - Secteurs concurrentiels non agricoles (EB-EP).

(2) - Contrats emploi-solidarité (CES), Contrats emploi consolidé (CEC) et Emploi jeunes.

(3) - Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non-salariés de tous les secteurs.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

### Productivité : une reprise timide

La reprise de l'activité a permis une légère remontée de la productivité par tête en fin d'année (graphique 4). Son niveau demeure cependant faible au regard des reprises antérieures. En effet, en dépit d'un recul prononcé (-0,3 %), l'emploi salarié marchand a jusqu'à présent bien résisté au ralentissement économique, alors que les marges des entreprises ne cessaient de se détériorer.

En particulier, les gains de productivité dans l'industrie n'ont fait que rejoindre leur tendance de

long terme au cours du second semestre. C'est pourtant dans ce secteur que la diminution de l'emploi apparaît la plus forte. Cela incline à penser que la situation des entreprises n'est pas encore complètement ajustée au niveau de l'activité. Dans le secteur de la construction, la progression soutenue de l'emploi s'accompagne toujours de la chute de la productivité individuelle.

### Salaires : une croissance modérée

La croissance des salaires individuels a été très modérée au quatrième trimestre 2003 : +0,3 %

en glissement trimestriel pour tous les indicateurs usuels de salaires, horaires et mensuels (tableau 2). Au trimestre précédent, ces indicateurs avaient davantage augmenté en raison de la forte revalorisation des minima, SMIC et garanties. À l'issue du quatrième trimestre, les évolutions salariales reviennent d'ailleurs sur la même trajectoire en glissement annuel que celle du premier semestre : +2,7 % pour le salaire horaire de base ouvrier (SHBO), et +2,4 % pour le salaire mensuel de base (graphique 5).

La progression enregistrée au cours du dernier trimestre 2003 apparaît donc faible, en contre-

Graphique 3  
Emploi intérimaire

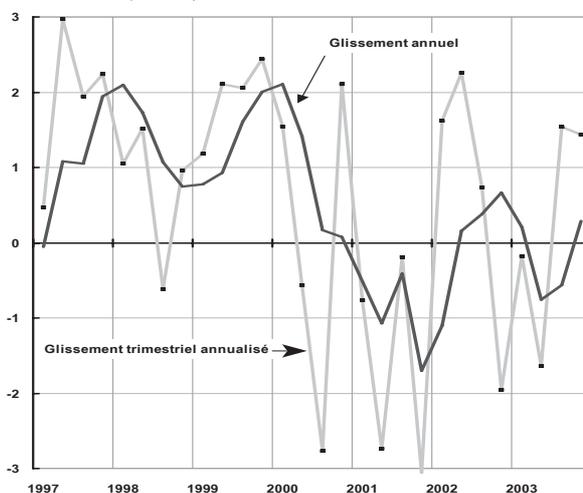
Milliers cvs



Sources : Dares, Insee, Unédic (Déclaration des agences d'intérim).

Graphique 4  
Productivité par tête

T/T-4 en % - (T/(T-1)) x 4 en %



Champ : secteurs concurrentiels non agricoles.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

point du précédent trimestre. Elle reflète mal les évolutions passées du chômage et des prix. L'écart entre les prix hors tabac, sur lesquels sont indexés les minima, et les prix y compris tabac, peut en partie expliquer de ce résultat. Par ailleurs, la pression résultant de la baisse des marges des entreprises va dans le sens d'une modération de l'ensemble des salaires plus forte qu'habituellement. Dans ce contexte de faible progression du pouvoir d'achat des salaires mensuels de base, le ralentissement de l'emploi pèsera sur l'évolution de la masse salariale et de son pouvoir d'achat [5].

### Moins de bénéficiaires des politiques de l'emploi

Au cours du quatrième trimestre 2003, le repli des effectifs de bénéficiaires d'un dispositif de

politique de l'emploi s'est atténué : -9,9 % en glissement annuel au lieu de -10,5 % au troisième trimestre. Le nombre de bénéficiaires baisse cependant de -33 000, et de -207 000 en un an (tableau 3). Cette baisse reste en grande partie liée aux effets différés de l'extinction de la mesure d'abattement temps partiel (1) (-114 000 bénéficiaires sur une diminution totale des emplois marchands aidés de -119 000 en un an).

Les dispositifs orientés vers l'emploi marchand aidé souffrent du poids de la conjoncture. Grâce à la mobilisation dont ils bénéficient, les *contrats jeunes en entreprise* (+19 000), ainsi que les *contrats initiative emploi* (+22 000 entrées ce trimestre, contre +14 000 il y a un an), échappent cependant à l'atonie des embauches. Mais, à l'image de

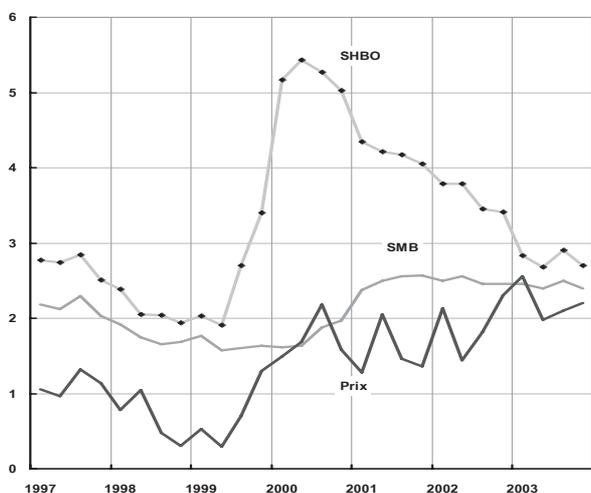
l'emploi marchand, les dispositifs de formation en alternance souffrent du ralentissement conjoncturel, avec des entrées en retrait de -6,8 % en glissement annuel, alors qu'elles étaient demeurées pratiquement stables en 2002 (+0,7 %). Ainsi en est-il des *contrats de qualification* et des *contrats d'apprentissage*, dispositifs pour lesquels les entrées baissent respectivement de -16 000 et de -10 000 en 2003 par rapport à 2002. Ce repli semble cependant s'être atténué en fin d'année.

Le recul des effectifs de bénéficiaires d'emplois non marchands aidés se poursuit au dernier

(1) - La disparition de ce dispositif ciblé est progressivement compensée par la montée en charge des nouveaux dispositifs d'allègements généraux de cotisations sociales [4].

Graphique 5  
Salaires et prix

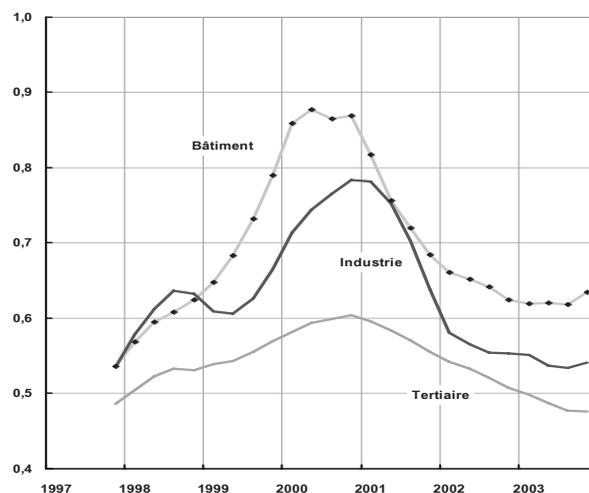
T/T-4 en %



Sources : Dares, Insee.

Graphique 6  
Difficultés de recrutement

Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité  
Sources : Anpe, Dares.

Tableau 2  
Évolutions des salaires de base et des prix

Variation en %	2002				2003				2002 Croissance	2003 T/(T-4)
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
	Variations trimestrielles en %								%	
<b>Salairé Horaire de Base Ouvrier (SGBO)</b>	1,4	0,7	0,8	0,5	0,8	0,6	1,0	0,3	3,5	2,7
<b>Salairé Mensuel de Base Ouvrier (SMBO)</b>	0,8	0,5	0,7	0,5	0,8	0,6	1,0	0,3	2,6	2,6
<b>Salairé Mensuel de Base (SMB)</b>	0,8	0,6	0,6	0,4	0,8	0,5	0,7	0,3	2,5	2,4
<b>Prix</b>	1,1	0,5	0,4	0,4	1,3	-0,1	0,5	0,5	2,3	2,2

Sources : Dares, Insee.

trimestre : -20 % en glissement annuel, soit -98 000 en un an. Au cours du quatrième trimestre, les entrées reculent de -16,5 % en glissement annuel, après -15,7 % au trimestre précédent. Ces emplois restent donc beaucoup plus affectés que ceux du secteur marchand aidé ; l'arrêt des emplois jeunes explique 60 % de cette baisse au cours de l'année

écoulée (-57 000). La baisse des *contrats emplois consolidés* (CEC) est sensible (-23 000 bénéficiaires en un an) ; par contre, les entrées en *contrats emploi-solidarité* (CES) ont moins pénalisé l'emploi en fin d'année, puisqu'elles ne décroissent plus que de -1,8 % au cours du dernier trimestre au lieu de -5,9 % au troisième trimestre.

Les entrées en formation des demandeurs d'emploi ont un peu ralenti leur progression (+1,5 %, contre +3,5 % au troisième trimestre). Si les retraits d'activité, sont en repli par rapport à la fin 2002 (-6 %) le nombre de bénéficiaires a légèrement progressé en fin d'année 2003.

Tableau 3  
Entrées et stocks de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France Métropolitaine, données en fin de trimestre	2003				2002				2003				2002		2003		
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
<b>Entrées</b>																	
Données brutes, Milliers et %	Entrées du trimestre										Flux T/(T-4) en %						
<b>Emplois aidés dans le secteur marchand (1)</b>	<b>139</b>	<b>94</b>	<b>150</b>	<b>269</b>	<b>137</b>	<b>89</b>	<b>141</b>	<b>244</b>	<b>-4,5</b>	<b>-9,0</b>							
dont : Abaissement de coûts salariaux	41	33	49	59	41	35	43	44	-21,9	-25,3							
Abattement temps partiel	24	17	13	14	0	0	0	0									
Contrat initiative emploi	14	13	11	14	13	14	16	22									
Contrat Jeune en entreprise	-	16	22	27	25	18	26	19									
Formations en alternance	86	46	89	195	83	38	82	182	0,7	-6,8							
Contrat d'apprentissage	41	15	54	123	45	11	50	117									
Contrats de qualification	29	16	22	56	24	12	21	50									
Contrat d'adaptation ou d'orientation	14	13	11	13	12	13	10	12									
<b>Emplois aidés dans le secteur non-marchand</b>	<b>129</b>	<b>126</b>	<b>112</b>	<b>112</b>	<b>109</b>	<b>97</b>	<b>96</b>	<b>94</b>	<b>-18,2</b>	<b>-16,5</b>							
dont : Contrats Emploi-Solidarité	78	77	66	63	65	59	62	62									
Contrats Emploi Consolidés (2)	35	35	34	34	35	31	26	-									
Contrats Emploi Jeunes	15	14	13	15	9	7	6	7									
<b>Formation des demandeurs d'emplois</b>	<b>135</b>	<b>136</b>	<b>119</b>	<b>138</b>	<b>115</b>	<b>132</b>	<b>123</b>	<b>140</b>	<b>-7,8</b>	<b>1,5</b>							
dont : Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	37	37	19	39	13	29	19	40									
<b>Retraits d'activité</b>	<b>32</b>	<b>26</b>	<b>28</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>30</b>	<b>32</b>	<b>31</b>	<b>22,0</b>	<b>-6,0</b>							
dont : Dispenses de recherche d'emploi	27	23	23	27	27	25	26	27									
<b>Ensemble (3)</b>	<b>441</b>	<b>404</b>	<b>415</b>	<b>558</b>	<b>401</b>	<b>354</b>	<b>400</b>	<b>515</b>	<b>-7,1</b>	<b>-7,7</b>							
Trajet d'accès à l'emploi - TRACE (3)	21	19	17	27	20	17	18	28									
<b>Stocks de bénéficiaires</b>																	
Données cvs - Milliers et %	Stock				Variations trimestrielles des stocks						Stock T/(T-4) en %						
<b>Emplois aidés dans le secteur marchand (1)</b>	<b>1 065</b>	<b>-94</b>	<b>-50</b>	<b>-29</b>	<b>-28</b>	<b>-52</b>	<b>-30</b>	<b>-18</b>	<b>-19</b>	<b>-17,3</b>	<b>-12,2</b>						
dont : Abaissement de coûts salariaux	413	-89	-46	-25	-29	-55	-30	-13	-19	-26,6	-22,5						
Abattement temps partiel	142	-39	-17	-20	-25	-51	-22	-20	-22								
Contrat initiative emploi	154	-14	-14	-12	-9	-6	-5	0	6								
Contrat Jeune en entreprise	107	-	-	21	23	23	9	18	12								
Formations en alternance	540	-5	-4	-5	-2	0	-4	-8	-3	-3,6	-3,6						
Contrat d'apprentissage	346	-1	-1	-1	0	1	-4	-6	-2								
Contrats de qualification	160	0	-10	-9	13	-4	-12	-10	9								
Contrat d'adaptation ou d'orientation	34	-4	-3	-4	-3	-2	1	-2	-1								
<b>Emplois aidés dans le secteur non-marchand</b>	<b>390</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>-3</b>	<b>-17</b>	<b>-25</b>	<b>-23</b>	<b>-33</b>	<b>-17</b>	<b>-1,8</b>	<b>-20,0</b>						
dont : Contrats Emploi-Solidarité	130	-2	7	2	-13	-15	-9	0	5								
Contrats Emploi Consolidés (2)	111	1	0	0	-2	-2	-3	-9	-9								
Contrats Emploi Jeunes	149	4	1	-5	-2	-8	-11	-24	-13								
<b>Formation des demandeurs d'emplois</b>	<b>125</b>	<b>-5</b>	<b>0</b>	<b>-7</b>	<b>0</b>	<b>-8</b>	<b>10</b>	<b>-2</b>	<b>-3</b>	<b>-8,2</b>	<b>-2,8</b>						
dont : Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	24	-1	7	2	-15	-17	-12	-9	-4								
<b>Retraits d'activité</b>	<b>478</b>	<b>-3</b>	<b>-6</b>	<b>-2</b>	<b>-7</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>-3,4</b>	<b>2,3</b>						
dont : Dispenses de recherche d'emploi	400	5	3	5	0	1	2	8	10								
<b>Ensemble (3)</b>	<b>2 057</b>	<b>-98</b>	<b>-48</b>	<b>-42</b>	<b>-52</b>	<b>-86</b>	<b>-44</b>	<b>-44</b>	<b>-33</b>	<b>-10,3</b>	<b>-9,9</b>						

(1) - Y compris insertion par l'économique et aide à la création d'emploi et d'activité.

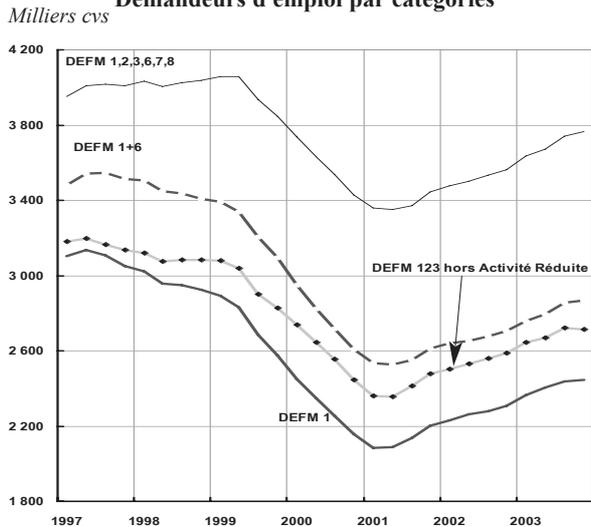
(2) - Source Cnasea.

(3) - Le total général ne comprend pas TRACE, ce dispositif regroupant des bénéficiaires passés dans diverses mesures. Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf : (a) entrées en stage.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

Sources : Dares, Cnasea, Anpe, Unédic, Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère de l'Intérieur.

Graphique 7  
Demandeurs d'emploi par catégories



Sources : Dares, Anpe.

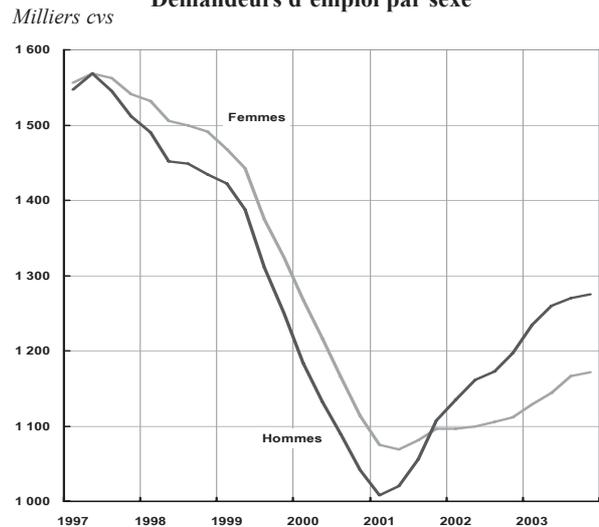
### Le chômage se stabilise

Au dernier trimestre, le chômage a donné des signes de stabilisation : le taux de chômage est resté au même niveau qu'au trimestre précédent (9,7 %), tandis que le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1 (DEFM1) ne progressait que de +11 000 par rapport au trimestre précédent, soit la plus faible hausse depuis le début 2001 (graphique 7). Si l'on considère les demandeurs d'emploi ne prati-

quant aucune activité réduite, leur nombre est même en diminution au cours du dernier trimestre 2003 (-8 000).

Les sorties de DEFM1 demeurent relativement stables, tandis que les entrées reviennent à leur niveau du deuxième trimestre 2003, après le point exceptionnellement haut de fin septembre 2003 (graphique 9). Les hommes (+4,5 % par rapport au trimestre précédent) continuent d'être plus touchés que les femmes (+4,2 %),

Graphique 8  
Demandeurs d'emploi par sexe

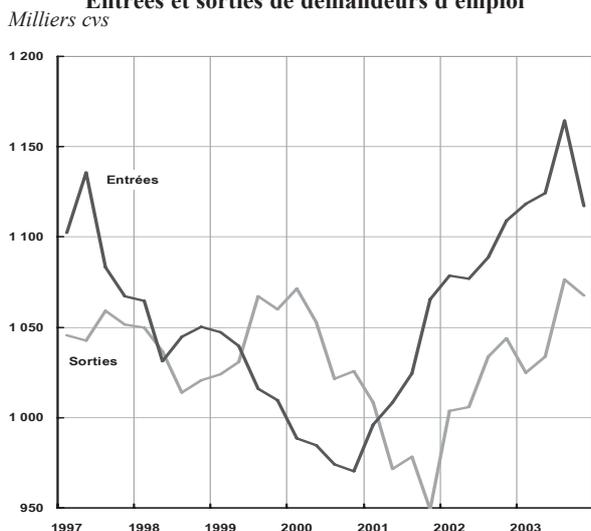


Champ : DEFM 1.  
Sources : Dares, Anpe.

même si la différence s'amenuise (graphique 8).

L'évolution du chômage est toutefois marquée par la conjoncture. En effet, les entrées suite à un licenciement progressent encore : elles représentent 20,5 % des entrées en DEFM1, reflétant les difficultés des entreprises mais aussi, en creux, la baisse des entrées nouvelles sur le marché du travail. En revanche, le chômage de longue durée est peu sensible aux fluctuations de court terme ; il

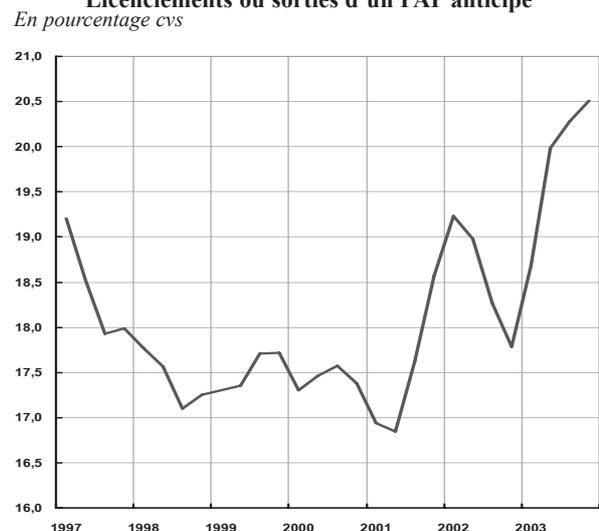
Graphique 9  
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi



Champ : DEFM 1

Sources : Dares, Anpe.

Graphique 10  
Licenciements ou sorties d'un PAP anticipé



Entrées en catégorie 1 suite à un licenciement économique ou individuel, ou bien en raison de la sortie d'un PAP anticipé en % du total des entrées au chômage

Sources : Dares, Anpe.

Tableau 4  
Demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Milliers/cvs	2003				2002				2003				2002	2003	
% pour le taux BIT	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	T/(T-4)
Catégories	Variations trimestrielles														
	Niveau														%
DEFM 1	2 447	28	29	18	30	55	41	32	11	4,8	6,0				
DEFM 1+6	2 870	25	15	26	28	52	34	61	15	3,6	6,0				
DEFM 1+2+3 hors AR	2 714	24	30	27	28	58	25	52	-8	4,4	4,9				
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 764	31	24	32	32	71	35	72	22	3,4	5,6				
Taux de chômage BIT (point)		8,9	9,0	9,1	9,3	9,4	9,5	9,7	9,7	0,5	0,4				
Chômeurs longue durée de catégorie 1															
1 à 2 ans d'ancienneté	460	11	12	8	14	17	13	6	9	12,1	11,0				
2 à 3 ans d'ancienneté	154	-3	0	0	3	5	6	3	4	0,0	12,7				
3 ans d'ancienneté	116	-7	-6	-5	-4	-3	-2	-3	-1	-14,9	-7,1				
<b>Ensemble des CLD</b>	<b>730</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>3,5</b>	<b>8,0</b>				

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (cat. 1) à durée indéterminée à temps partiel (cat. 2) ou à durée déterminée (cat. 3). De façon analogue les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (cat. 6), CDI à temps partiel (cat. 7) ou CDD (cat. 8).

Sources : Dares, Anpe.

continue de progresser, reflétant la longueur exceptionnelle du ralentissement économique, qui entre dans sa troisième année (tableau 4).

À la fin de l'année 2003, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'Anpe et exerçant une activité réduite progresse de +7,4 % en glissement annuel. En revanche, le nombre de DEFM 1-2-3 hors activité réduite-concept le plus proche du chômage au sens du BIT-progresse de +4,9 % (graphique 11). Il est néanmoins difficile de discerner si cette hausse de l'activité réduite est liée à la progression des incitations à retrouver un emploi, à une offre plus abondante de contrats courts ou temporaires, ou bien encore à la persistance du chômage qui rendrait les demandeurs d'emploi plus flexibles sur le type d'emploi qu'ils recherchent.

Enfin, les indicateurs de tension sur le marché du travail se stabilisent au cours du trimestre (graphique 6). Cette stabilisation provient d'un arrêt dans la croissance des offres non satisfaites au cours du quatrième trimestre 2003, alors que, comme au cours des trimestres précédents, les demandes sont stables.

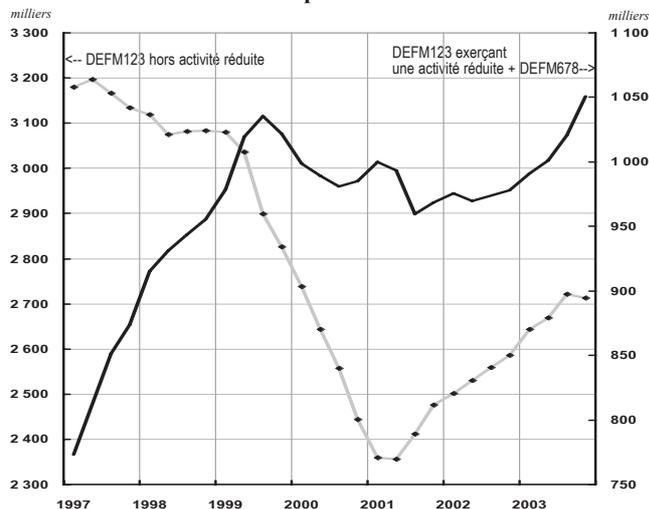
## En Europe et dans le monde

Dans la zone euro comme dans l'Union européenne, le taux de chômage est demeuré stable au quatrième trimestre, comme tout au long de l'année 2003 (respectivement 8,8 % et 8,0 %). Les divergences entre pays ont pourtant perduré : le taux de chômage augmente de +0,1 point en Italie, après plusieurs trimestres de baisse (8,5 %) et continue de baisser en Allemagne (9,2 %) et au Royaume-Uni (4,9 %). Comme en France, il est resté stable en Espagne (11,2 %) (graphiques 12 et 13). Ces évolutions, à la fois par

leurs contrastes mais aussi par leur faible amplitude dans une conjoncture très fortement dégradée, sont difficiles à interpréter. Si elles englobent parfois des effets techniques, tenant aux modalités d'inscription au chômage et de déclaration d'activité, ces effets ne peuvent à eux seuls expliquer la stabilité du chômage en regard des évolutions habituellement constatées dans un ralentissement économique d'ampleur et de durée comparables.

Cependant, au-delà de ces perturbations, les trajectoires du chômage en France et en Europe

Graphique 11  
Demandes d'emploi et activité réduite



Sources : Dares, Anpe.

ont divergé au début de l'année 2003, alors qu'elles étaient parallèles depuis deux ans. Après une dégradation plus nette en France au troisième trimestre, les évolutions redeviennent comparables entre la France et ses voisins européens au quatrième trimestre.

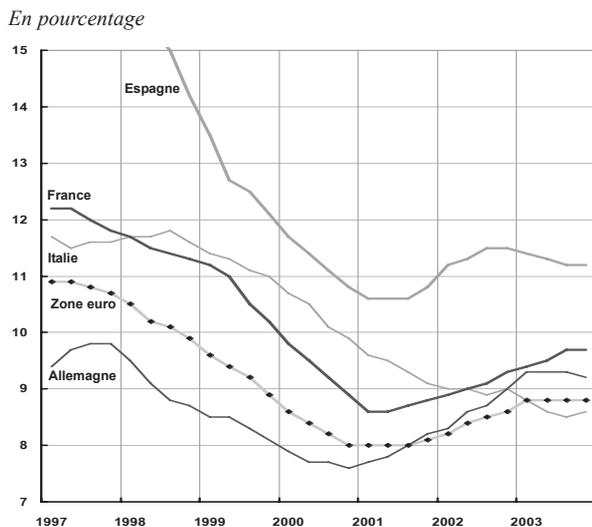
Au Japon, le chômage a baissé continûment depuis la fin de 2002, repassant sous la barre des

5 %, son niveau le plus faible depuis le début 2001. Aux États-Unis, malgré une reprise de la croissance encore vigoureuse au quatrième trimestre 2003, le marché du travail bénéficie peu de la reprise. Certes, le taux de chômage diminue pour le deuxième trimestre consécutif, repassant en dessous du seuil de 6 % (graphique 13) ; mais ce

résultat est en partie obtenu dans un contexte de diminution du taux d'activité de -0,5 point au cours des six derniers mois. Dans le même temps, l'emploi progresse de seulement +0,2 % au dernier trimestre et de +1,2 % en un an, alors que le rythme de la croissance économique est près de quatre fois supérieur.

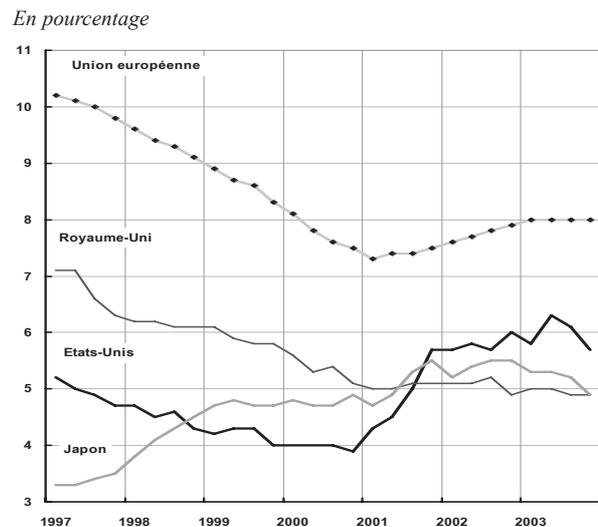
Dares\*

Graphique 12  
Taux de chômage en zone euro



Source : Eurostat.

Graphique 13  
Taux de chômage dans le monde



Source : Eurostat.

\* Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Bruno Coquet et Hélène Fréchou, composée de Anne-Thérèse Aerts, Abdenor Brahami, François Brunet, Karl Even, Edouard Fabre, Stéphane Jugnot, Géraldine Seroussi, Francis Vennat, Xavier Viney.

## Références

- [1] Edouard Fabre, Hélène Fréchou [2004] « Evolution de l'emploi salarié au 34ème trimestre 2003 » Premières Informations, mars, n°12.2.
- [2] Anne-Thérèse Aerts, Bruno Lutinier [2004] « Les mouvements de main-d'œuvre au deuxième trimestre 2003 : à nouveau plus d'entrées que de sorties dans un contexte atone » Premières Informations, n°11.1, mars.
- [3] Hélène Fréchou, [2004] « L'intérim au quatrième trimestre 2003 » Premières Informations, mars, à paraître.
- [4] Dares [2003] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 3ème trimestre 2003 : bons présages et poids du passé » Premières Informations, n°52.2, décembre.
- [5] Acoess [2004] « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au 4ème trimestre 2003 » Acoess Stat - Conjoncture, n°12, mars.
- [6] Abdénor Brahami, [2004] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 4ème trimestre 2003 - Résultats définitifs » Premières Informations, mars, n°13.2.
- [7] Dares [2004-1] « Le marché du travail en décembre 2003 » Premières Informations, n°06.2, février.
- [8] Dares [2004-2] « Les tensions sur le marché du travail en décembre 2003 » Premières Informations, à paraître.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15. [www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr) (Rubrique Études et Statistiques) - Directeur de la publication : Annie Fouquet. Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) - Documentation : 01.44.38.23.(12 ou 14) - Télécopie : 01.44.38.23.43 Réponse à la demande : 01.44.38.23.89 / e-mail : [dares.communication@dares.travail.gouv.fr](mailto:dares.communication@dares.travail.gouv.fr) Rédacteur en chef : Gilles Rotman. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Daniel Lepesant, Guy Barbut, Thierry Duret. Conception graphique : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Reprographie : DAGEMO. Abonnements : La Documentation française, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - [www.ladocumentationfrancaise.fr](http://www.ladocumentationfrancaise.fr) PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES - Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 112 €, CEE (TTC) 118,10 €, hors CEE (TTC) 120,20 €. Publicité : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.